

Horizons Stratégiques

Pr Jean-Paul Louisot

La délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense publie de manière triennale un rapport prospectif à 30 ans. Riskassur a déjà dans le passé, en 2008, donné à ses lecteurs un résumé de la deuxième édition cette étude. L'objet de la troisième édition du rapport « Horizons Stratégiques » est de concourir à la préparation des choix nationaux en matière de défense. **Toutefois les conclusions personnelles de l'auteur n'engagent que lui.** Nous remercions la DAS qui nous a permis à nouveau de leur apporter l'essentiel des conclusions en sachant que les lecteurs intéressés pourront se rendre sur le site pour charger la version complète en Acrobat Reader.

Le plan prospectif à 30 ans (PP30) est développé aux fins d'éclairer les décideurs militaires français, c'est-à-dire essentiellement les décisions en matière de capacités programmes d'armement et le déploiement des forces. Toutefois, l'analyse prospective de l'environnement stratégique international en identifiant les facteurs clés et les sources de ruptures opérationnelles et technologiques fournit également un instrument d'éclairage du futur pour les décideurs publics et privés bien au-delà de la sphère strictement militaire.

Dans tout exercice de prospective, il faut savoir rester modestes et de notre environnement stratégique tel qu'il sera en 2040, il n'est possible à ce jour que d'esquisser le contour et de détecter les prémisses en traçant les lignes de forces.

Quelles sont les tendances lourdes ?

L'ambition de la troisième édition du rapport de prospective géostratégique et géopolitique se limite donc à l'exploration des grandes ruptures qui devraient structurer le système international vers le milieu du 21^{ème} siècle, et de cerner les éventuelles implications pour la France et son outil de défense, et nous l'avons déjà indiqué de ce fait même

éclairer la route des décideurs dans tous les domaines. Le rapport dégage trois tendances marquantes : la fin de la domination occidentale, l'accélération de la mondialisation, et une instabilité/ volatilité de plus en plus marquée.

- **La fin de la domination occidentale** : Au cours des trois prochaines décennies, le monde devrait connaître une période de transition géopolitique marquée par le crépuscule de la domination occidentale qui a débuté avec l'ère des grandes découvertes au XVI^{ème} siècle. Le déclin relatif des Etats-Unis, sur le plan économique tout en restant sans doute la puissance militaire prééminente, le déclassement relatif de l'Europe, et l'affirmation de nouvelles grandes puissances autour de celles regroupées dans l'acronyme BRICS, devraient accentuer le glissement du centre de gravité stratégique du monde. On peut rendre cette évolution autour de quatre facteurs stratégiques :

- ◇ *Un monde post-américain ?* La « fin de l'histoire » conséquence de la chute de l'Empire soviétique a surtout vu l'avènement d'un monde unipolaire que certains ont baptisé la *pax americana*. Cette prééminence des Etats-Unis devrait s'éroder sans déclin brutal ou violent mais comme une sorte de langueur.
- ◇ En 2040, les Etats-Unis ne devraient plus être la première puissance économique mondiale, mais vraisemblablement encore premier en PIB par habitant tout en conservant la prééminence dans les avancées scientifiques et le « *smart power* ». Toutefois, ce « *smart power* » et leur prééminence stratégiques sur l'ensemble du globe eux-mêmes seront remis en cause par la montée en puissance de certaines puissances émergentes, à commencer par la Chine. On peut penser que les rapports entre es deux pays seront l'axe structurant de ce nouveau monde multipolaire, avec des conséquences sur le plan mondial en

(Suite page 32)

Une sélection de vins que nous apprécions

À consommer avec modération

RiskAssur-Boutique
Une sélection de vins que nous apprécions

• Page d'accueil • Coordonnées • Conditions générales de vente • Politique de confidentialité • Contact

Catégories

- St-Emilion Grand cru
- St-Emilion Gr. cru classé
- Montagne St-Emilion
- Lalande de Pomerol
- Crémant de Bordeaux
- Primeurs 2010
- A ne pas manquer ...
- RiskAssur et le Vin
- À propos de ...

Recherche de produit

Terme de recherche

• St-Emilion Grand cru • St-Emilion Gr. cru classé • Montagne St-Emilion • Lalande de Pomerol • Crémant de Bordeaux • Primeurs 2010 • A ne pas manquer ... • RiskAssur et

Panier
Votre panier est vide.

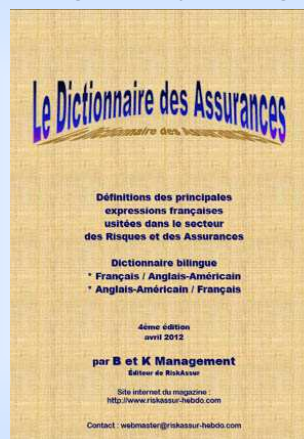
Connexion
Nom d'utilisateur
Mot de passe
Connexion
+ Mot de passe oublié ?
+ S'inscrire

Bienvenue sur RiskAssur-boutique
Vous y trouverez une sélection de Vins que la Rédaction de RiskAssur apprécie et quelle a le plaisir de vous proposer, bien entendu à consommer avec modération.

<http://www.riskassur-boutique.com>

Le Dictionnaire des Assurances 2012

Définitions + Bilingue Français / Anglais-Américain



<http://lib.betk.eu/Dico2012>

En partenariat avec



retrouvez sur le site du magazine
RiskAssur-hebdo
des offres d'emploi ciblées
dans les secteurs
de l'Assurance et de la Banque.

<http://emploi.riskassur-hebdo.com>



ASSURANCE SANTÉ CHIEN - CHAT

Vos frais vétérinaires enfin remboursés !

Trois formules adaptées à vos besoins
à partir de 11€/mois

Grâce à **RISKASSUR**, bénéficiez
d'1 mois d'assurance remboursé
avec le code **GEFIPET2012**

www.gefi-petinsurance.com

N°Indigo 0 825 872 950

AAC - GeFi Pet Insurance - 87, rue Taitbout 75009 Paris
SAS au capital de 40.000 euros - RCS Paris 444 106 397 - N°ORIAS : 08 042 109

Enregistrer vos sites dans

L'annuaire de l'assurance publié par RiskAssur

Annuaire Nouveautés Top hits Top sites Top rank Top referencés Catégories Soumettre un site

Où
Entrer des mots clés

Où
Adresse, ville, pays, ou code postal

Rechercher

L'annuaire Risques, Assurances, Finances de RiskAssur mais aussi générale

Actualité (2)	Actualité (1)	Agent d'Assurances (1)
Assureur (3)	Internet Journaux	Avocat (1)
Cabinet de conseils (14)	Association / Fédération (1)	Compagnie d'Assurances (17)
Compagnie de Ré-assurance (1)	Communication (11)	Conseils Juridique (1)
Courtier d'Assurances (42)	Comparateur (1)	Editeurs (4)
Emploi (1)	Ecole / Formation (1)	Finance (47)
Immobilier (17)	Expert (1)	Banque Bourse
Agence Architects	Informatique (1)	Mutuelle (1)
Santé (1)	Conseil Créateur de logiciels	
Bien-être Hôpitaux		

Catégories

- Actuaire
- Actualité
- Agent d'Assurances
- Assureur
- Association / Fédération
- Avocat
- Cabinet de conseils
- Communication
- Compagnie d'Assurances
- Compagnie de Ré-assurance
- Comparateur
- Conseils juridique
- Courtier d'Assurances
- Ecole / Formation
- Editeurs
- Emploi

Lunettes de vue 3 fois moins chères sur internet

Depuis votre ordinateur, trouvez vos lunettes sur www.happyview.fr.
Cet opticien sur Internet offre un grand choix de lunettes à partir de 39 € (monture + verres). Les intéressés n'ont qu'à scanner leur ordonnance.
Les opticiens diplômés s'occupent de tout. Les lunettes sont remboursées par la Sécurité Sociale et les mutuelles. Pour choisir sa monture, le site propose d'essayer les modèles sur une photo ou de recevoir jusqu'à 5 montures chez soi ! Les prix sont 3 fois inférieurs à ceux pratiqués en boutique y compris sur les modèles de grandes marques (Ray-Ban, Persol, Lacoste, Nike, Polo Ralph Lauren ...).



Opticiens : 01 83 64 20 67

www.happyview.fr

Reportage

(Suite de la page 30)

cas de tensions entre eux.

- ◇ *Le déclasserement de l'Europe ?* L'Europe est à un tournant de son histoire car par-delà la stagnation démographique et un inéluctable vieillissement de sa population elle est confrontée à de lourds défis à relever sur le plan économique avec une croissance voisine de zéro, une productivité stagnante et le poids de la dette qui paralyse les initiatives. La perspective d'un repli sur soi de certains états membres de l'Union Européenne ajoute encore aux incertitudes.

Toutefois, l'U.E. dispose d'atouts car, pôle de stabilité politique, elle demeure aujourd'hui la première puissance économique et scientifique mondiale. Mais elle ne saurait espérer conserver son influence, même dans ses zones traditionnelles, sans un sursaut économique et des avancées significatives dans sa construction politique. En particulier, face à l'entrisme des pays émergents, elle ne pourra conserver sa position de puissance de premier ordre que si ses membres parviennent à définir des objectifs fédérateurs pour renforcer la synergie de leurs efforts ce qui suppose l'approfondissement de l'intégration politique, économique et militaire.

- ◇ *L'affirmation de nouvelles grandes puissances, aux trajectoires toutefois incertaines ?* Les nouvelles puissances « émergées » regroupées sous l'acronyme BRICS depuis l'adjonction de l'Afrique du Sud devraient continuer de s'affirmer du fait de leur dynamisme économique et ils continueront de contribuer au bouleversement des équilibres de puissance à l'échelle de la planète. Ils devraient entraîner dans leur sillage un nombre croissant de pays, notamment en Afrique et l'on pourrait sans doute paraphraser Alain Peyrefitte en se demandant : « *Quand l'Afrique se réveillera ?* ».

Toutefois, il reste à démontrer la soutenabilité de cette dynamique au-delà de la décennie en cours, notamment en Russie et en Chine où le déclin démographique est programmé (on envisage une division par deux de leurs taux de croissance respectifs). Quant à la Chine, sa place prééminente sur l'échiquier mondial y compris sur les plans technologique et militaire lui confère une responsabilité particulière ; selon que les dirigeants utiliseront cette puissance pour promouvoir une responsabilité accrue en matière de gouvernance et de sécurité ou au contraire pour remettre en cause agressivement le statu quo aura un impact profond sur l'échiquier stratégique au milieu du 21^{ème} siècle.

- ◇ *Le basculement des grands équilibres géostratégiques vers l'Est et le Sud ?* L'Asie et l'Afrique abriteront alors 80 % de la population mondiale et les économies des sept principaux pays émergents(1) combinées représenteront plus de deux fois celles du G7 au tournant du siècle. Parallèlement le poids économique et démographique relatif des pays de l'OCDE devrait poursuivre son déclin (14% de la population mondiale en 2040 et 43% du PIB à l'horizon 2030).

Ces évolutions pourraient déboucher sur la constitution d'un monde multipolaire, ou plus vraisemblablement « oligopolaire » articulé autour de pôles régionaux reposant sur des alliances pragmatiques à géométrie variable selon les intérêts en jeu. En effet, transcendant les alliances traditionnelles, économiques ou militaires, on peut imaginer la création de pôles sur des bases identitaires – culturelles, religieuses, idéologiques, linguistiques – et d'intérêts communs.

- ◇ *Vers une désoccidentalisation du monde ?* S'il se confirme, ce qui paraît inéluctable, le déclin de l'influence occidentale pourrait déboucher sur la remise en cause des normes juridiques et politiques que l'Occident a inspirées ; à tout le moins, elles seront métissées pour refléter des modes de pensée différents, inspirés en particulier par le monde asiatique.

L'universalité des droits de l'homme continuera de se heurter à la résistance de nombreux états ou acteurs transnationaux au nom de principes identitaires ou religieux. Pour autant, les revendications en faveur des droits fondamentaux devraient connaître un écho croissant à travers le monde, notamment du fait de l'avènement d'une classe sociale, plus aisée et mieux éduquée, et de l'explosion des technologies de l'information. Le principe démocratique devrait continuer de s'affirmer comme valeur universelle en dépit de possibles reflux temporaires localisés. Même si des états ne l'ont pas encore reconnu, ce principe est partagé par une grande majorité des populations à travers le monde mais il est vraisemblable qu'il connaîtra différents modèles différant de la démocratie libérale à l'occidentale.

À l'horizon 2040, la majorité des démocraties développeront leur propre conception de l'Etat, des droits de l'homme, de la place du religieux (dans une laïcité renouvelée ?) et des minorités. Par ailleurs, il ne faut pas penser que ce « mouvement démocratique »

(Suite page 33)

(Suite de la page 32)

apportera pour autant plus de stabilité au monde et facilitera automatiquement des accords bilatéraux ou multilatéraux sur les grandes problématiques internationales.

- **L'accélération de la mondialisation** : Depuis la chute de l'Union Soviétique, le processus de mondialisation a constitué la principale rupture dans l'équilibre du monde et il devrait s'intensifier au cours des trois prochaines décennies. Le système d'échanges est de plus en plus complexe avec l'explosion des flux transfrontières, les interdépendances multiples, les défis globaux, et la concurrence d'acteurs nouveaux (firmes internationales, ONG, média, diaspora, mafias) qui viennent brouiller les relations diplomatiques traditionnelles entre les Etats. La stabilité du système international exige des Etats qu'ils en tiennent compte et renforcent les réglementations et la coopération internationales.

- ◇ **L'explosion des échanges ?** Les flux migratoires déjà d'une ampleur et d'une dispersion sans équivalent dans l'histoire vont sans doute s'intensifier encore puisque les pilotes de fond sont en place : ouverture des frontières, intensification des communications et des transports, besoins de main d'œuvre sans oublier les conflits régionaux et les inégalités économiques. Le nombre de migrants transcontinentaux pourrait presque doubler pour atteindre 450 millions en 2050 et celui des réfugiés climatiques atteindre 220 millions en 2040. Mais, ces flux humains ne doivent pas cacher les flux immatériels (données ; information, images, idées) en temps réels qui pourraient aussi exploser grâce à la révolution que connaissent les technologies de l'information avec le nuage informatique, le WEB2 et bientôt le WEB3.

Cette circulation immédiate et large de l'information s'est révélé un puissant accélérateur des ruptures sociales et politiques à l'occasion des mouvements rassemblés sous le nom de printemps arabe : quelles que soient les différences nationales le rôle des médias sociaux a partout été central. L'explosion de ces flux immatériels pourrait engendrer et accompagner toute à la fois l'instauration d'une nouvelle organisation de la société mondiale qui ne manquera pas de poser des difficultés de maîtrise croissantes aux gouvernants nationaux du fait de son ouverture et sa fluidité.

- ◇ **Révolution technologique ?** Les trois prochaines décennies pourraient voir se produire de nouvelles révolutions d'ampleur et de portée comparables à celles qui le monde a connu dans le dernier quart du vingtième siècle. Ces mutations constitueraient alors

des enjeux stratégiques majeurs avec des impacts déterminants sur les relations internationales avec des redistributions de puissance et une transformation de l'environnement. Mais elles bouleverseront également le rapport de l'individu au temps, à l'espace et au monde en poursuivant le mouvement du dernier demi-siècle accompagnant la redistribution planétaire des connaissances et savoir-faire, en particulier dans les domaines biologiques et technologiques. Avec le rapprochement des technologies civiles et militaires, les puissances émergentes pourraient rattraper, voire dépasser, les pays développés dans leurs domaines de supériorité actuels.

- ◇ **Des défis globaux ?** Si la mondialisation est source de croissance, elle s'accompagne bientôt de nouvelles menaces puisque l'accroissement des déséquilibres est générateur de tensions et d'instabilité. On peut identifier les axes suivants :

- ◆ La croissance de la population mondiale de 25% pour atteindre 8,8 Milliards d'individus en 2040, s'accompagnera d'un déséquilibre géographique croissant. Le vieillissement de la population n'est pas un risque, mais une tendance lourde avec dans les pays en développement un défi particulièrement lourd où l'absence d'un filet de protection sociale pourra mettre en péril la stabilité politique avec une population vieillissante et dont les coûts de santé s'envoleront.
- ◆ L'urbanisation progresse encore et les villes concentreront 65 % de la population mondiale à horizon 2040. Dans les pays en développement, l'urbanisation non contrôlée sera source d'instabilités avec la menace de catastrophes urbaines, des tensions, et des crises environnementales.
- ◆ Le changement climatique est sans doute inéluctable, même si les experts ne s'accordent pas encore ni sur son ampleur et ni sur sa vitesse. Il devrait s'accompagner d'une dérive de la fréquence et de la gravité des événements climatiques extrêmes avec des répercussions dans tous les domaines. L'ampleur de l'impact ne sera pas uniforme et les zones semi-arides ou arides devraient être les plus touchées. Le principal défi sera l'adaptation des modes de vie et de consommation des populations.
- ◆ Les ressources naturelles représentent un enjeu croissant. Eau douce, terres arables, denrées alimentaires, matières premières, en premier énergétiques et minérales, sont disponibles en

(Suite page 34)

Reportage

(Suite de la page 33)

quantités finies face à des demandes croissantes. La sécurisation des lieux de production et des routes de transport sont déjà des enjeux stratégiques qui ne feront qu'être exacerbés, en particulier pour les pays dépendants.

- ◆ La dérive des inégalités dans la répartition de la richesse, entre individus et entre pays, exacerbera l'instabilité sociale et politique, même si on suppose que la pauvreté globale diminuera. Les grands déséquilibres économiques mondiaux, aggravés par la fluidité financière, accroissent le risque de crises systémiques.
- ◆ Les revendications identitaires et religieuses, exacerbées par la mondialisation et la rivalité des états en matière de « soft power » pourraient amplifier les dérives de radicalisation. Ce phénomène est d'autant plus dangereux sur des terrains fragilisés par la déstructuration sociale et le déficit de sentiment de citoyenneté que connaissent les Etats faibles.
- ◆ Les applications controversées ou dangereuses des innovations technologiques non maîtrisées, en particulier les nano et bio technologies et la robotique soulèvent des questions éthiques alors même qu'elles échappent de plus en plus au contrôle des Etats et représentent des menaces pour la sécurité des personnes, et des Etats. Le mailage de communication de plus en plus complexe pourrait aussi offrir à des esprits mal intentionnés des instruments de propagande, de désinformation, de répression et de surveillance avec son cortège de dérives morales, haine raciale et religieuse, constitution de réseaux criminels.
- ◇ *L'exigence d'une réglementation globale ?* L'émergence d'une gouvernance mondiale s'apparente sans doute à la quête du Graal et rien ne permet d'imaginer son instauration à l'horizon 2040. En revanche, les interdépendances de plus en plus complexes et les défis globaux vont engendrer une demande plus pressante de coopération multilatérale débouchant sur des réseaux parfois difficiles à déchiffrer pour l'esprit humain. La nécessité de s'attaquer aux risques systémiques et de contrôler les flux au niveau de la planète va s'étendre à un nombre croissant de domaines. Les premiers qui viennent à l'esprit sont l'économie et la finance, mais principaux acteurs, pour certains sauvés de la déroute par les Etats et donc les citoyens, sauront-ils reconnaître le besoin de se soumettre à des réglementations plus contrai-

gnantes. Mais d'autres chantiers se profilent, migrations, santé, environnement, nouvelles technologies de l'information et de la communication. La stabilité du monde passe par un renforcement des instruments internationaux de réglementation pour coordonner les efforts et le développement d'outils de coopération.

Dans un contexte fluide qui connaîtra l'émergence d'une oligopolarité ou d'une multipolarité relâchée, les organisations régionales et les alliances devront revoir leurs agendas, leurs missions et leurs pratiques sous la menace d'un nouveau protectionnisme des Etats soutenu par une partie de la population tentée par un repli sur soi. Les institutions de la gouvernance mondiale elles-mêmes ne sont pas à l'abri de conflits, de luttes d'influence avec des territoires mal définis et cela ne facilitera pas l'avènement d'un corpus cohérent de principes et d'un corps décisionnaire respecté.

La stabilité du système international dépendra donc de la capacité des Etats à renouveler les institutions existantes ou à créer de nouveaux outils de gouvernance et de sécurité aux niveaux bilatéral, régional et global.

- ***Une instabilité/ volatilité de plus en plus marquée :*** En l'absence d'un dispositif robuste de régulation, les re-compositions géopolitiques, dans un univers de plus en plus global et interdépendant, pourraient s'accompagner de la montée progressive de tensions et d'une augmentation des conflits, tant au travers du risque de confrontations inter-états qu'en raison de la progression de menaces asymétriques.
- ◇ *Le risque de « vide stratégique » et d'extension des zones de fragilité ?* La constitution de divers pôles autour des puissances émergentes à vocation mondiale (Chine, Inde) ou régionale (Brésil, Turquie) ou fondés sur des alliances pragmatiques ne suffira pas en elle-même à garantir un dispositif de régulation du système international. Il est même à craindre que la baisse de l'engagement de l'Union Européenne ou des Etats-Unis non compenser par celui de puissances émergentes responsables laisserait un vide de pouvoir laissant le champ libre à des acteurs perturbateurs, qu'ils soient des états ou des organismes privés.
- ◇ *Le risque d'extension des zones de fragilité ?* Comme dans tout système complexe, c'est à l'interface des différents sous systèmes ou zones d'influence que les

(Suite page 35)

(Suite de la page 34)

fragilités se feraient jour. Bien sur on pense en priorité à l'accès aux ressources rares ou raréfiées. Les espaces où la densité des routes des flux d'échanges est particulièrement élevée sont des zones de vulnérabilités vitales. On peut même envisager que l'accès à certaines matières premières indispensables au développement des nouvelles technologies, comme les terres rares, pourraient même être source de conflits et de crises, dans es zones aujourd'hui préservées comme la Sibérie et l'Arctique. On peut même en voir les prémices dans le conflit larvé qui oppose la Chine et l'Indonésie.

Si le nombre des états fragilisés, voire en faillite, continuait d'augmenter, cela ouvrirait de nouvelles « zones de non droit » dont les organismes mafieux ou terroristes pourraient tirer profit pour étendre leurs activités clandestines. Ces menaces pourraient devenir déterminantes si elles touchaient en particulier des chemins de transit des ressources énergétiques.

◇ *La dynamique de conflit en évolution ?* La planète est considérée comme relativement calme, en dépit de nombreuses crises. Cette accalmie historique pourrait ne pas durer alors que le contexte international devient plus complexe et plus volatil. Le recours à la violence pourrait devenir moins prévisible en trouvant de nouveau débouché, y compris immatériels en fonction des innovations technologiques et des évolutions sociétales. La remise en cause du chef de meute pourrait conduire à des luttes entre les prétendants au pouvoir, avec son cortège de confrontations entre états, alliances tant au niveau de la rareté des ressources que des revendications territoriales ou extraterritoriales. L'Asie demeure source potentielle de conflits classiques majeurs ; mais dans le reste du monde des formes nouvelles de luttes ou de contestations pourraient voir jour qui, sans répondre aux caractéristiques traditionnelles de conflit ou de crise, seraient source de ruptures et de perturbations majeures. Les imbrications des acteurs étatiques et non-étatiques opérant selon des schémas différents, voire divergents, ajoutant à la complexité du monde.

◇ *La progression des menaces transnationales et asymétriques en progression ?* Les états « perturbateurs » conservent leur capacité de nuisance et de menace mais celle des acteurs non-étatiques devraient s'intensifier avec la poursuite de la globalisation. La prolifération des armes de destruction massive de toute nature et de leurs vecteurs

est une des sources majeures de danger pour les prochaines années. La multiplication des échanges, la diffusion des connaissances et des technologies débouchant sur une certaine banalisation de l'arme nucléaire, voire des armes chimiques et biologiques, affaiblissent les défenses contre l'accès à ces armes des groupes terroristes. Le renforcement des accords de non prolifération ou d'interdiction des ADM, et des moyens pour en imposer le respect est la pierre angulaire de la sécurité mondiale.

Même si l'émergence d'un monde multipolaire peut offrir des solutions aux contestations idéologiques, les plus faibles et les plus irréductibles seront toujours tentés pas la solution du terrorisme, efficace et rentable pour les plus faibles. Le terreau le plus fertile pour le terrorisme demeure la pauvreté, les inégalités économiques et sociales extrêmes, et la mauvaise gouvernance des Etats. De plus, les groupes « mal intentionnés » auront de plus en plus accès à des technologies disruptives, informatiques en particulier.

Quant à la mouvance « Al Qaeda » qui n'a jamais été un mouvement unifié, la mort de son chef historique permet à différents groupuscules de s'emparer du manteau, et même à des groupes de types mafieux de se couvrir d'un vernis idéologique pour conduire leurs entreprises criminelles.

Le crime organisé a lui aussi ses réseaux globaux de trafic d'armes, de drogue, d'être humains, de blanchiment, de piraterie maritime et de piratage de la propriété intellectuelle. Il trouvera peut-être même de nouveaux champs d'activité avec la raréfaction e certaines ressources naturelles.

Enfin, on ne peut pas exclure un rapprochement beaucoup plus systémique entre ces deux groupes ce qui rendrait beaucoup plus difficile la lutte contre ces deux fléaux.

Faut-il définir de nouveaux instruments pour mesurer la croissance et le bien-être ?

Une des clés pour la conduite de toute politique, est de disposer d'un thermomètre fiable rendant compte de la dimension que l'on veut gérer, l'économie ne fait pas exception et longtemps le PIB a été considéré comme une mesure d'une certaine forme bien-être d'une population. Il est vrai qu'en période de pénurie, le plus est toujours mieux mais par delà les biens et services produits, d'autres attentes se sont fait jour.

(Suite page 36)

Reportage

(Suite de la page 35)

De fait, la mise en cause des indicateurs de la croissance économique n'est pas vraiment nouvelle, mais les critiques ont pris un sens nouveau avec la montée des préoccupations en matière d'environnement et de « soutenabilité ». C'est en particulier dans les pays développés que l'écart entre les mesures et la perception par les citoyens s'accroît tant en ce qui concerne l'activité que leur niveau de vie. C'est pour cela que certains organismes internationaux comme l'ONU, l'OCDE ou le BIT ont entrepris des réflexions pour développer des indicateurs plus pertinents pour prendre en compte dans la mesure la résilience à long terme des sociétés et des organismes en intégrant la soutenabilité dans son acception la plus large en intégrant les impacts sociaux et écologiques.

C'est en 2008 que la France a installé une « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social » dont la présidence a été confiée à un Prix Nobel d'Economie, le Professeur Joseph Stiglitz avec pour missions de déterminer les limites du PIB en tant qu'indicateur, d'évaluer les problèmes posés par sa mesure, et de réfléchir à la définition de nouveaux indicateurs de richesse. Le rapport de la commission rendu public en novembre 2009 retient que :

- ◆ L'indicateur actuel mesurant le PIB devrait être modifié pour ne pas se limiter à la production marchande et prendre en compte davantage la consommation, la richesse et les revenus ;
- ◆ Les indicateurs non monétaires visant à évaluer le « bien-être » (qualité de vie des individus, sécurité physique et économique, etc.) qui existent déjà devraient être valorisés ;
- ◆ De nouveaux indicateurs permettant de mesurer la soutenabilité, non limiter à l'aspect environnemental mais incluant une perspective financière et/ou monétaire restent à développer.

Et pour conclure... rendez-vous en 2014 !

Si cette nouvelle version du rapport ne bouleverse pas les tendances lourdes de la version précédente de 2008, il n'en est pas moins vrai que le « retour d'expérience » des quatre dernières années demande à tout les moins des ajustements que les rédacteurs ont effectivement intégrés. On peut même imaginer que certains développements en cours apportent des débuts de confirmation.

En Afrique, par exemple, la Chine est devenu le premier partenaire économique du continent dès 2009 après un long cheminement de plus de trente ans. Depuis lors, elle veille à se créer et se maintenir une image d'amie de l'Afrique en poursuivant une politique d'approfondissement systématique de ses liens techniques et médiatiques avec les gouvernements africains pour lutter contre les médias trop critiques à l'égard de partenariats trop souvent déséquilibrés. Bien entendu, l'argument principal pour discréditer les médias trop curieux ou trop critiques est l'anathème de « néocolonialisme ». Ce n'est pas la voie de la présence militaire que la Chine a choisi, mais la voie du « soft power » en multipliant les bureaux d'information en Afrique de façon à veiller à ce que le média locaux donnent une image « fidèle à la réalité » des activités chinoises en Afrique et « éviter les nouvelles négatives » selon le souhait du chef de la propagande du Parti Communiste Chinois (2).

Il est vrai qu'il n'y a rien qui pousse plus à la modestie en matière de prospective que le regard dans le rétroviseur. En 1981, on se souvient combien l'élection de François Mitterrand avait agité les cercles conservateurs et les observateurs internationaux épouvantés par la participation d'un quarteron de communistes au premier gouvernement Mauroy. Dans une tribune publiée dans le Monde du 27 mai 1981 Jacques Ellul, sociologue, anarchiste et théologien, prenait le contrepied de la « pensée dominante » en estimant que « rien de fondamental dans les tendances fondamentales de notre société ne sera modifié. » pour préciser plus loin que soutenir la croissance économique « constituerait une sottise majeure » puisque « la qualité de la vie est rigoureusement contradictoire avec l'accroissement de la production industrielle et l'industrialisation de l'agriculture. »

Mais qui a entendu Jacques Ellul à l'époque, et qui l'écoute aujourd'hui même à part quelques universitaires qui vont célébrer le centième anniversaire de sa naissance en organisant deux colloques(3). Il semble que sa petite musique, et celle des penseurs radicaux de sa génération commence à se faire entendre en particulier dans les réseaux sociaux mais elle ne couvre pas encore le bruit assourdissant de la pensée économique unique !

Professeur Jean-Paul Louisot
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Directeur Pédagogique de CARM_Institute

1 - BRIC – Brésil, Russie, Inde, Chine – + Mexique, Turquie & Indonésie

2 - Voir l'article de Mohamed Keita, « L'épine chinoise dans le pied Africain », Courrier International n° 1124 p. 39

3 - L'un à l'EHESS était organisé à Paris le 30 mai 2012, et l'autre à l'Université de Bordeaux les 7 & 8 juin.

Le dilemme des pouvoirs publics face à la consommation de cannabis des Français

En France, la consommation, la détention et la vente de cannabis sont interdites et sanctionnées lourdement par le Code pénal.

Cependant les sanctions pénales ne sont pas appliquées avec toute leur rigueur, en raison du nombre important de délinquants que l'on ne peut pas, tous mettre en prison.

Selon l'enquête de l'Observatoire des drogues et des toxicomanies que nous venons de citer (voir bloc-notes page 12 : Les jeunes fument, boivent et de droguent de plus en plus), les jeunes Français occupent la première place en matière de consommation de cannabis en Europe, en sachant que 40% d'entre eux, autant de filles que de garçons, reconnaissent d'en avoir fumé au moins une fois.

Bien que la question n'ait jamais été posée ouvertement, il va bien falloir y répandre un jour ouvertement.

Plusieurs solutions sont possibles :

- on ne change rien,
- on déclasse le délit de consommation en contraventions,
- on autorise la consommation et la vente par assimilation, au tabac et à l'alcool.

Si l'on s'en tient aux déclarations recueillies pendant la campagne relative à l'élection présidentielles, on sait que le président de la République nouvellement élu, François Hollande est opposé à la libération de la consommation, du cannabis.

Il a fait taire une voix discordante parmi les siens qui proposait le déclassement du délit de consommation en simples contraventions, plus faciles à sanctionner.

Parmi les parties qui ont soutenu sa candidature, seul « Europe Ecologie- Les Verts » (EELV) plaide ouvertement en faveur de l'assimilation de la consommation du cannabis à celle de l'alcool et du tabac, ce qui implique son autorisation de mise sur le marché à des conditions à préciser.

EELV vient de faire un pas dans cette direction puisque, représenté au Gouvernement par son ancienne secrétaire nationale Cécile Duflot, aujourd'hui ministre du logement, celle-ci préconise cette assimilation en prônant une politique de santé publique et de prévention, notamment vis-à-vis des plus jeunes.

Selon les déclarations de la ministre, l'objectif de la banalisation de la consommation de cannabis est double, supprimer le trafic et la violence qui l'entoure et avoir une politique de santé publique dans ce domaine.

Il s'agit d'une voix discordante au sein de l'équipe gouvernementale car, dans l'état actuel des choses, le gouvernement est clairement hostile à tout changement de la réglementation concernant le cannabis.

Cécile Duflot a expliqué, sino, justifié sa prise de position, en affirmant que la solidarité gouvernementale n'interdit pas les convictions personnelles, cependant le tout est de savoir si les Premier ministre autorise les membres de son gouvernement d'en faire état.

Vous êtes à la recherche d'un emploi,

publier gratuitement votre demande sur l'ensemble des supports presse de RiskAssur,
contactez olivier@riskassur.com

Les principaux indices

Indice FFB (ex FNB)	
4ème tri 11	879,8
3ème tri 11	879,7
2ème tri 11	875,7

Indice RI	
01/01/2012	5 627
01/10/2011	5 573
01/07/2011	5 496

Indice Bris de Machines	
01/01/2012	1008,0
01/10/2011	996,9
01/07/2011	979,2

Indice Bris de Glace	
01/07/2011	48 048
01/04/2011	47 915
01/01/2011	47 872

Indice de référence des Loyers		
	Indice	Var. Annuelle
1er 12	122,37	+2,24%
4ème 11	121,68	
3ème 11	120,95	+1,90%

Taux intérêt légal		Taux d'inflation	
2012	0,71%	2011	2,5 %
2011	0,38%	2010	1,5 %
2010	0,65%	2009	0,1 %

Plafond SS 2012	
Annuel	36 372 €
Trimestriel	9 093 €
Mensuel	3 031 €
Journalier	167 €
Horaire	23 €

Publicité
Votre logo, pub, ...
ici

Indice du coût de la Construction		
3ème tri 11	1 624	
2ème tri 11	1 593	
1er tri 11	1 554	+3,05%
4ème tri 10	1 533	+1,73%
Indice INSEE 100 au 4ème tri 1953		

Indice des loyers commerciaux		
	Taux	Var. an.
4ème tri 11	106,28	+3,26%
3ème tri 11	105,31	+2,88%
2ème tri 11	104,44	+2,56%
1er tri 11	103,64	+2,25%
4ème tri 10	102,92	+1,83%
Indice INSEE 100 au 1er tri 2008		

SMIC janvier 2012	
horaire	9,22 €
151,67 h (35h)	1 398,37 €

Ind. Bâtiment - BT01	
Nov. 2011	862,7
Oct. 2011	860,2
Sept. 2011	858,3
Août 2011	858,9
Juill 2011	858,0
Indice INSEE 100 en 1974	

Ind. Génie civile - TP01	
Nov. 2011	685,8
Oct. 2011	683,3
Sept. 2011	681,3
Août 2011	681,1
Juill 2011	679,9
Indice INSEE 100 en 1975	

Indice prix à la consommation - Assurance			
	Auto	Habitation	Santé
Avril 12	108,91	146,02	147,46
Mars 12	108,43	145,56	147,45
Fev. 12	108,41	145,72	147,45
Jan. 12	105,71	145,72	148,02
Dec. 11	106,36	141,46	140,05
Indice INSEE			

Indice des prix à la consommation			
Série	hors tabac Ménages urbains (ouvrier ou employé)	hors tabac Ensemble des ménages	incluant le tabac Ensemble des ménages
Avril 12	124,65	124,80	126,37
Mars 12	124,45	124,63	126,20
Fev. 12	123,42	123,58	125,16
Jan. 12	122,94	123,06	124,65
Dec. 11	123,35	123,51	125,09

Retraites			
Valeur du point	AGIRC	ARRCO	IRCANTEC
01/04/2012	0,4330 €	1,2414 €	0,45887 € (01/04/11)
Prix d'achat	5,2509 €	15,0528 €	3,617 € (01/01/11)

Taux de l'Usure - Seuils au 01/01/2012			
prêts immob. aux particuliers		prêts à la consommation	
à taux fixe	6,24 %	<= 1524€	20,65 %
à tx variable	5,83 %	> 1524 €	19,15 %
relais	6,43 %	Négoциé > 1524€	12,51 %

Indice trimestriel de l'évolution des salaires (base 100 en dec. 2008)								
Secteur d'activité	Assurances				auxiliaires financiers et d'assurances			
	Ensemble	Employés	Prof. Inter.	Cadres	Ensemble	Employés	Prof. Inter.	Cadres
Sept 11	106,5	105,9	106,8	106,6	106,3	105,9	106,6	106,5
Juin 11	106,2	105,6	106,5	106,3	106,0	105,6	106,4	106,2
Mars 11	105,6	105,1	106,0	105,5	105,3	104,9	105,8	105,5
Dec 10	104,5	104,2	104,8	104,3	103,8	103,9	104,1	103,5

Vous avez des ouvrages professionnels à commander, la Librairie en ligne de RiskAssur est à votre disposition

<http://www.riskassur-librairie.com>

La librairie en ligne de RiskAssur, élaborée en partenariat avec Amazon

Pour votre bibliothèque



Codes de bonne conduite - Chartes éthiques : Outils de gestion des risques

Réglementation, conformité et éthique constituent l'un des risques majeurs auxquels sont confrontées les entreprises.

L'enjeu est crucial : au-delà des sanctions pénales et financières visant personnes morales et dirigeants, il s'agit d'image et de réputation. Toutes

les organisations sont concernées. Les codes de bonne conduite/chartes éthiques, ainsi que tes programmes de compliance dans lesquels ils s'inscrivent, sont des outils indispensables pour y répondre.

Bien conçus, bien appliqués, ces outils sécurisent les relations de l'entreprise avec ses salariés et tes tiers, tout en protégeant ses actifs les plus importants, son image et sa réputation.

L'objectif de cet ouvrage est donc d'apporter conseils pratiques.

Comment faire des codes de bonne conduite/chartes éthiques et des programmes de compliance des outils efficaces de gestion des risques juridiques et réglementaires ?

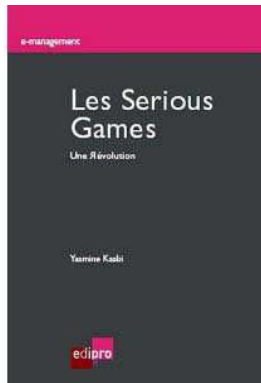
Auteur : Virginie Lefebvre-Dutilleul

Editeur : Lamy

Prix : 61 €

Code ISBN : 978-2721215031

Acheter cet ouvrage : <http://tinyurl.com/77y7y3k>



Les serious games. Une révolution

Partant du postulat que le jeu est la meilleure pédagogie qui soit, et actualisant ce principe à l'ère du numérique, cet ouvrage propulse les jeux vidéo au-devant de la scène scolaire : il introduit et soutient l'usage des serious games dans l'éducation !

Dès lors qu'ils équilibrent parfaitement les aspects ludique et éducatif, les jeux vidéo constituent un support d'apprentissage privilégié.

L'auteur veut convaincre de l'intérêt de considérer les serious games comme un outil pédagogique des plus pertinents et en parfaite cohérence avec les pédagogies actives prônées actuellement.

Tout en laissant transparaître sa passion pour les jeux vidéo, Yasmine Kasbi nous offre un ouvrage complet, fouillé et richement documenté sur l'univers des serious games.

Auteur : Yasmine Kasbi et Collectif

Editeur : CCI DE LIEGE

Prix : 26 €

Code ISBN : 978-2874962059

Commander cet ouvrage : <http://tinyurl.com/bpnlngn>

Vous êtes éditeur ou auteur en rapport avec l'assurance, la finance, le droit, l'entreprise, la société, ...

N'hésitez pas à nous faire parvenir vos ouvrages en « service presse »

RiskAssur-hebdo - Service Presse - 8, Rue de Berri - 75008 Paris

Solutions des jeux de réflexion

P	R	O	D	E	C	E	R	V	E	L	A	G	E	
P	A	R	I	E	S	N	A	H	A	N	E	R		
V	A		S	A	T	I	N			A	M	E		
P	I	N		A	V	E	N	T		P	I	S		
R		G	E	A	I		T	E	S	T	E			
O		E	N	U	M	E	R	E		E	R	S		
C	H	A	R	N	E	L		R	E	L	A	T	E	R
L		D	I	E	S	E	L	S		N	E	N	E	
A	R	E	C		C	U	I	S	E	S		C	C	
M	A		H	A	S	T		D	E	C	L	O	R	E
E	N	F	I	L	E	R		E	T	U	I		E	N
R	I		S	E	N	I	O	R			T	R	E	S
A	M	A	S			F	R	A	P	P	E	E	E	
S	E	P	A	R	A	I		L	O	U	R	D	E	R
		R	I	O		E	P	E	U	R	E	E	O	
		E	S	T	E	R		S	E	R	F		N	
H	U	M			G	A	I	N	S			A	I	S
A	R	E			A	I	D	A	I			I	L	
R	E	N	T	E	R		E		E	P	E	R	O	N
T	E	T	E	S		D	E	M	O	R	T		E	T

Solutions, numéro précédent de RiskAssur-hebdo

8	9	6	5	4	2	7	1	3
4	5	7	3	8	1	6	2	9
2	3	1	6	7	9	5	8	4
3	2	9	4	5	6	8	7	1
1	6	4	8	2	7	9	3	5
5	7	8	1	9	3	2	4	6
7	1	3	2	6	5	4	9	8
9	4	5	7	1	8	3	6	2
6	8	2	9	3	4	1	5	7

5	6	8	3	2	4	7	9	1
3	1	7	6	9	8	4	5	2
2	9	4	1	5	7	3	6	8
4	8	9	7	3	1	6	2	5
7	2	5	8	6	9	1	3	4
1	3	6	2	4	5	8	7	9
9	7	2	4	1	6	5	8	3
6	5	1	9	8	3	2	4	7
8	4	3	5	7	2	9	1	6

5	1	7	3	2	6	8	9	4
2	9	3	8	4	7	5	6	1
6	4	8	9	1	5	3	2	7
9	5	6	2	7	8	1	4	3
1	3	2	4	5	9	6	7	8
8	7	4	6	3	1	2	5	9
4	2	9	1	6	3	7	8	5
7	8	1	5	9	2	4	3	6
3	6	5	7	8	4	9	1	2

Offres d'emploi

Une importante sélection d'offres d'emploi sur <http://emploi.riskassur-hebdo.com>

le site spécialisé dans les secteurs de l'Assurance et de la Banque

Gestionnaire assurance construction H/F

Groupe PRUNAY, groupe national spécialisé notamment dans le domaine de l'expertise sinistre Construction et Dommages (1200 personnes), recherche pour deux de ses filiales :

Des GESTIONNAIRES en ASSURANCE CONSTRUCTION (H/F) Description du poste : - CDD de 7 mois à temps complet - Postes basés à LEVALLOIS PERRET (92) et LOUVECIENNES (78) Vous assisterez le Responsable agence dans ses différentes missions (locales et régionales) : 1.- administratives : supervision du secrétariat, suivi des tableaux de bord, de la facturation, mise à jour des normes ISO, etc 2.- juridiques : assistance des experts dans le suivi de leurs dossiers, analyse des missions et des réclamations, rédaction de projets de courriers, correction de rapports.

Consulter les détails de l'offre :

<http://emploi.riskassur-hebdo.com/emploi-gestionnaire+assurance+construction-480882.html>

Gestionnaire de Programmes Internationaux (h/f)

La Direction IARDT de Siaci Saint Honoré renforce le Département dédié au développement commercial et à la gestion des programmes internationaux.

Vous participez à la mise en place des programmes internationaux (rédaction des manuels de procédures, contrôle des polices locales...). Vous analysez les risques et les polices hors programme en fonction des contraintes législatives et fiscales locales. Vous

(Suite page 41)

En partenariat avec



retrouvez sur le site du magazine RiskAssur-hebdo
les offres d'emploi ciblées dans les secteurs
de l'Assurance et de la Banque.

Pour cela une seule adresse : <http://emploi.riskassur-hebdo.com>

RiskAssur-Boutique
Une sélection de vins que nous apprécions

▪ Page d'accueil ▪ Coordonnées ▪ Conditions générales de vente ▪ Politique de confidentialité ▪ Contact

Catégories

- St-Emilion Grand cru
- St-Emilion Gr. cru classé
- Montagne St-Emilion
- Lalande de Pomerol
- Crémant de Bordeaux
- Primeurs 2010
- A ne pas manquer ...
- RiskAssur et le Vin
- À propos de ...

Recherche de produit

Terme de recherche

Bienvenue sur RiskAssur-boutique
Vous y trouverez une sélection de Vins que la Rédaction de RiskAssur apprécie et quelle a le plaisir de vous proposer, bien entendu à consommer avec modération.

Panier
Votre panier est vide.

Connexion

Nom d'utilisateur
Mot de passe
Connexion

→ Mot de passe oublié ?
→ S'inscrire

▪ St-Emilion Grand cru ▪ St-Emilion Gr. cru classé ▪ Montagne St-Emilion ▪ Lalande de Pomerol ▪ Crémant de Bordeaux ▪ Primeurs 2010 ▪ A ne pas manquer ... ▪ RiskAssur et

Offres d'emploi

assurez l'interface avec nos différents interlocuteurs en France et à l'Étranger. Vous réalisez le reporting production, sinistres et cash flow.

Consulter les détails de l'offre :

<http://emploi.riskassur-hebdo.com/emploi-gestionnaire+de+programmes+internationaux-490868.html>

Consultant gestion de la Très Petite Entreprise (H/F)

Le Groupe Rivalis, 1er réseau au service des dirigeants de petites entreprises, recrute dans le cadre du développement de son cabinet à Nantes un Consultant gestion salarié spécialiste de la très petite entreprise (H/F)

Vous aurez pour mission :

- * développer une clientèle de Très Petites Entreprises (entreprises de moins de 20 salariés) des secteurs de l'artisanat, du commerce et de la profession libérale,
- * l'accompagnement et le coaching de ces dirigeants dans leurs actes de gestion les plus importants,
- * le reporting au dirigeant du cabinet d'Experts Comptables auquel vous serez rattaché.

Consulter les détails de l'offre :

<http://emploi.riskassur-hebdo.com/emploi-consultant+gestion+de+la+tres+petite+entreprise-491896.html>

Chargé d'Affaires Cash Management H/F

Au sein d'un de ses Centres d'Affaires Entreprises et de la Direction Régionale de Paris, BDDF (Banque de Détail en France de BNP Paribas) recherche des : Chargés d'Affaires Cash Management H/F - Postes localisés dans le 75 et le 92

En collaboration avec les Chargé(e) s d'Affaires Entreprises, vous intervenez en tant que spécialiste des problématiques de trésorerie pour nos clients Entreprises (à partir de 7,5 millions d'euros de Chiffres d'Affaires).

Dans le cadre de cette activité :

- Vous contribuez au développement duPNBet de la rentabilité de la filière flux du marché Entreprises ;
- Vous participez aux offres commerciales de produits et services et en assurez le suivi ;
- Vous prenez en charge au sein du Centre d'Affaires Entreprises l'animation sur les produits de cash management.

Consulter les détails de l'offre :

<http://emploi.riskassur-hebdo.com/emploi-charge+d+affaires+cash+management-469858.html>

Demandes d'emploi

Recherche stage de fin d'étude

Bonjour Madame, Monsieur,

Je suis à la recherche d'un stage de fin d'étude dans le domaine de l'Audit Interne ou Externe et la gestion du risque qui me permettra de valider l'obtention de mon MBA Spécialisé en Contrôle Interne et Gestion du Risque.

Par ailleurs, je jouis d'une expérience considérablement, d'Auditeur junior chez Deloitte Cameroun (10 mois) et d'Auditeur Interne chez Advans Bank (1 an 4 mois).

Je suis disponible immédiatement !

Je suis joignable tous les jours au 06 19 63 62 24.

Bien cordialement

Jean Calvin Emeni

Détente

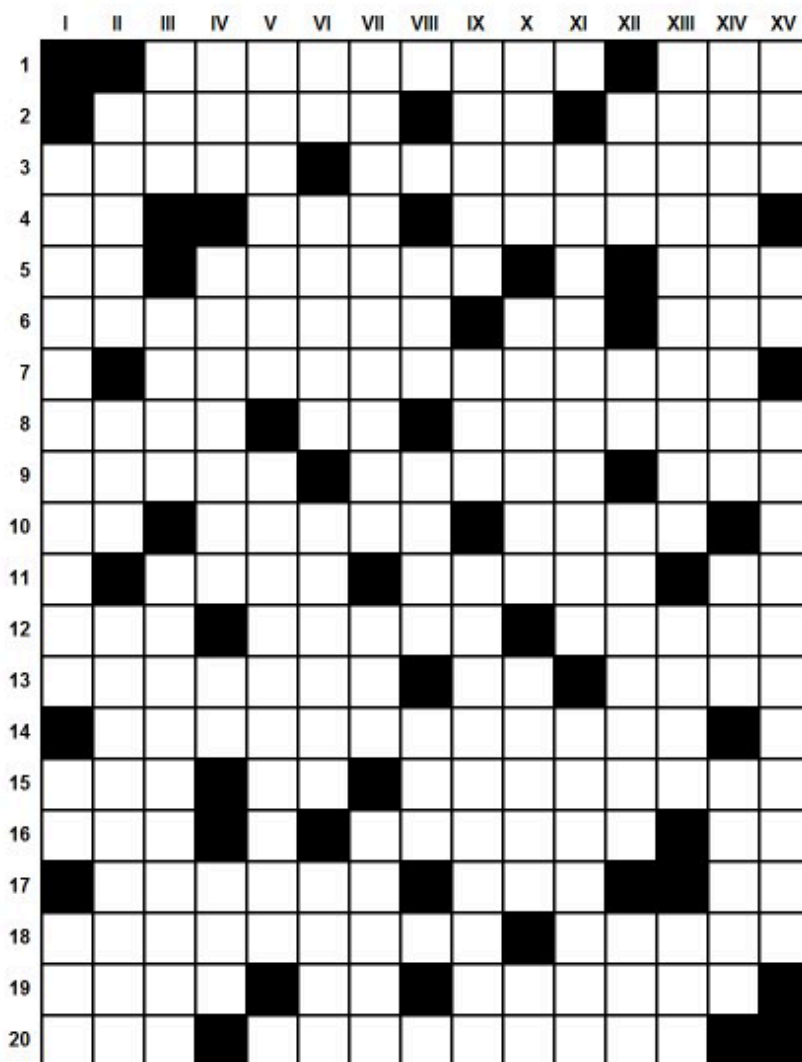
Horizontalement

1. Discussion vive - Elle se joue à deux
2. Pluie très fine ... et là - Pas le poivre
3. Films sans paroles - Cinq musiciens
4. Liaison Lettre grec - Ensemble d'individus unis
5. Platine - Qui n'est pas mat - Lentille bâtarde
6. Tirer du sommeil - Infinitif - Conteste
7. Une allemande l'Est
8. Pas un - A elle - Devenir visible
9. Rectiligne - Vampire - 100 mètres carrés
10. Note de musique - Aller ça et là - De la famille des ursidés
11. Tracas - Faire paraître un livre - Code postal
12. Colère - Fabriquer un tissu - Couvrir de buée
13. Transpercer - Désigne une chose - Orge germé
14. Assemblage avec tourillons
15. Et l'autre - Meilleur carte - Sans fondement
16. Perroquet coloré - Croître pour les plantes - Le micron
17. Se transformer progressivement - Large période historique - Et coutume
18. Se rapporte aux frères ou soeurs - Manqué
19. Pour maintenir l'écartement - Exprime la négation - Soutenir une charpente

20. Oiseau palmipède - Couture bord à bord

Verticalement

- I. Se tromper - Ici - Fièvre catarrhale ovin
- II. Elévation de terre - Ancêtre de la vache - Annuler un écrit
- III. Prairie naturelle - Bicyclette Liée à la marine
- IV. Terme de tennis - Surveille les cultures - A le - Enlever un objet
- V. Mettre en liste - Peut être trituré
- VI. Marque le lieu - Recueil de cartes - Rendre raide - On y met le bulletin
- VII. Action de se farder - Il complète le poivre - Injecté part le serpent
- VIII. Téléphone - Maintenant - Rouge violacée
- IX. Couper - On en boit - Plus congelé
- X. Marque la quantité - Travail - Pas le paradis - Pas ma
- XI. Médecin - Mettre une note
- XII. Monnaie de pays d'Extrême-Orient - Exclamation enfantine - Emmener après avoir amené - Constitue l'atmosphère
- XIII. Avoir en sa possession - Civière à claire-voie - Utile au golfeur
- XIV. Se produit après - Postérieur Ressent de l'émotion
- XV. Avoir de l'audace - A soi - Où règne la tempête



intermédiaire

				2			9
			8	6	7	3	
5			3			6	
	8			7			
		3		4	1		
1	7			2			8
	1	4					
			4	2		3	
6			3	8			

difficile

8			1				7
5						3	6
	7		9	6			8
4			6	5			
					9		
	6		8	7		2	
			2		7		
	1	3		4			
			8			4	

facile

	3	2					
7			1				
				8	4		
		9		6			3
			8			5	2
4	3					9	
6	9	1			5		8
3						6	
		5					2

Sudoku

**Solutions,
dans le prochain
Numéro
de RiskAssur-hebdo.**

RiskAssurActu pour iPhone, iPod touch et iPad

Télécharger depuis l'App Store **RiskAssurActu** sur votre iPhone, iPod touch ou iPad et consulter l'actualité des sociétés d'assurances et de finances, le bloc-notes de la rédaction, les brèves de l'AFP, ... des informations mises à jour tout au long de la journée (l'application et les consultations sont gratuites)

Pour télécharger **RiskAssurActu** :

- Suivez le lien : <http://itunes.apple.com/fr/app/riskassuractu/id413140059?mt=8>

- Ou chercher sur l'App Store : **RiskAssurActu**

LES GENDARMES

13 TOMES
DISPONIBLES



Courrier des lecteurs



Justification des écarts de tarification en assurance habitation

Comment expliquer les écarts de tarification dans l'assurance habitation ?

Réponse de RiskAssur

Les assureurs bénéficient d'une liberté totale de tarification et ne sont tenus que par des problèmes de concurrence pour en décider.

Chaque assureur a une politique de souscription et de gestion de son portefeuille qui le conduit à privilégier certaines assurances par rapport à d'autres.

Il tient compte de la sinistralité de son portefeuille dont découlent ses conditions d'accès à la réassurance.

Les écarts que l'on peut constater peuvent se justifier, tout au moins pour partie, par l'étendue, plus ou moins large des garanties, d'un assureur à un autre, mais c'est difficile à vérifier.

Enfin, il est avéré que l'indexation des primes sur le coût de la

construction rend progressivement les contrats les plus anciens de moins en moins compétitifs, d'où l'intérêt de les renégocier avec son assureurs et au besoin d'en changer.

Intérêt des actions collectives dans l'assurance

Bien qu'aujourd'hui au point mort, quel serait l'intérêt des actions collectives au regard des assurances ?

Réponse de RiskAssur

Le déroulement des opérations d'assurances ne se prête généralement pas à des actions collectives, les litiges qui se présentent, entre assureurs et assurés n'ont pas de fondement commun dans la mesure où ils concernent l'interprétation d'une clause ou de l'estimation d'un préjudice.

C'est aussi le cas des actions directes intentées par un tiers à l'encontre d'un assureur pour obtenir l'indemnisation d'un préjudice.

D'ailleurs, sauf erreur de notre part, il n'y a jamais eu d'action collective intentée aux Etats-Unis mettant en cause un assureur.

Cependant, on pourrait imaginer des actions collectives entre professionnels, si elles devenaient possibles, comme une action collective des membres d'un réseau de distribution contre leur partenaire ou encore des actions

intentées par un collectif d'assurés pour manque de conseil.

Rapport entre valeurs d'assurances et valorisation des biens au titre de l'Impôt sur la fortune

Peut-on utiliser les valeurs d'assurances pour justifier les valeurs déclarées au titre de l'ISF ?

Réponse de RiskAssur

Les montants assurés peuvent uniquement servir de base de discussion avec le fisc, en cas de contestations des déclarations de valeur.

Par contre, elles prennent toute leur valeur, si elles sont fondées sur une expertise d'un expert agréé.

Cela vaut pour les objets de valeur ayant fait l'objet, pour l'assurance, d'une estimation préalable en valeur vénale, qui correspond au prix que l'on peut obtenir dans une vente aux enchères.

Pour ce qui concerne les autres biens, leur assurance est souscrite, soit en valeur d'usage, qui est la valeur de remplacement déduction faite de la vétusté, soit en valeur à neuf.

Les valeurs à prendre en considération pour la déclaration fiscale doivent correspondre à la valeur vénale des biens, autrement dit à leur valeur de réalisation, généralement inférieure à leur valeur d'assurance.

L'évolution des modes de rémunération des Courtiers d'Assurances

<http://lib.betk.eu/LEvolution-du-mode-de-Remuneration-des-Courtiers-dAssurances-en-France>